

JUECES *para la* **DEMOCRACIA**



Antonio Carretero



INSTITUTO UNIVERSITARIO «ALONSO MARTÍNEZ»
DE JUSTICIA Y LITIGACIÓN
UNIVERSIDAD CARLOS III

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA MÉMOIRE HISTORIQUE: PEUT-ON JUGER L'HISTOIRE?

Madrid, 27 et 28 mars 2009

ORGANISATEURS: Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés (MEDEL), Jueces para la Democracia (Jpd), Unión Progresista de Fiscales (Upf), Instituto Alonso Martínez de Justicia y Litigación de la Universidad Carlos III de Madrid et la Foundation Antonio Carretero.

LIEU: Salle "Clara Campoamor", Consejo General del Poder Judicial, rue Trafalgar, 27-29, Madrid.

PROGRAMME:

Vendredi 27 mars

09.00 h. Inauguration du colloque par Vito Monetti, président de MEDEL; Víctor Moreno Catena, directeur de l'Instituto Alonso Martínez de Justicia y Litigación; Miguel Angel Gimeno, porte-parole de Jpd et Emilio Sánchez Ulled, président de l'Upf.

09.30 h. *La justice dans l'histoire*
Reyes Mate Rupérez
Professeur de Recherche de l'Instituto de Filosofía del Consejo Superior de Investigaciones Científicas

10.15 h. Table ronde:

- *Les obligations de l'Etat devant les violations des droits de l'homme après le droit international*
Javier González Vega
Professeur du Droit international
Université d'Oviedo
- *La compétence universelle et son évolution*
José Ricardo de Prada Solaesa
Juge à la Chambre pénale de l'Audiencia Nacional et ancien juge international en Bosnie
- *La justice transitionnelle et l'Espagne*
Ramón Saez Valcarce
Juge à la Chambre pénale de l'Audiencia Nacional

11.30 h. Pause-café

12.00 h. Colloque

12.45 h. Juan Garcés. Avocat.

13.30 h. Colloque

16.30 h. La mémoire historique dans les différents pays: La réparation aux victimes: l'accès à la justice, l'obligation de l'Etat de rechercher (l'intervention du procureur et le principe de légalité), les crimes du Droit international: la qualification des faits, la question de la prescription des délits, l'amnistie, le droit à la vérité, la justice, la reconnaissance personnelle aux victimes et la nullité des décisions juridictionnelles.

- Le Portugal: *L'affaire Delgado et le jugement de l'histoire*
Iva Delgado
Présidente de la Fondation Humberto Delgado. Son père, le Général Humberto Delgado, un dirigeant de l'opposition démocratique à la dictature de Salazar, fût assassiné par la police politique portugaise en Espagne.
- La France: *La justice entre mémoire et histoire*
Denis Salas
Directeur scientifique des Cahiers de la Justice Ecole Nationale de la Magistrature
- La Grèce:
Stavros Mantakiozidis
- La Roumanie: (La loi de la lustration)

Samedi 28 mars

10.00 h. La transition démocratique en Espagne

- *La justice transitionnelle et le Droit pénal en Espagne*
Josep María Tamarit Sumilla

Professeur du Droit pénal
Université de Lleida

- *“Mémoire” sans vérité, sans justice, ni réparation: la reestablecida démocratie espagnole en la encrucijada de la légalité internationale des droits humains*
Miguel Angel Rodríguez Arias
Instituto de Derecho Penal Europeo e Internacional
Université de Castilla-La Mancha
- *L’obligation de rechercher les crimes et garantir les droits des victimes de disparition pendant la guerre civile*
Lydia Vicente
Amnistie internationale - Section espagnole
- *La poursuite pénale des crimes du franquisme. L’application du droit pénal international dans l’affaire espagnol.*
Cesar Estirado
Procureur du Tribunal Supérieur de Justice de Madrid

LANGUES: L’anglais et l’espagnol seront les langues utilisées (Il y aura un service de traduction simultanée)

PUBLICATION: La Fondation Antonio Carretero fera une publication avec la documentation du colloque

Organizations membres de MEDEL: Association syndicale des Magistrats (Belgique), Cyprus Judges Association (Chypre), Soudcovska Unie Ěeské Republiky, Unie statnich zastupcu Ěeske republiky (République Tchèque), Syndicat de la Magistrature (France), Vereinigte Dienstleistungsgewerkschaft VER.DI (Fachausschuss Richter und Staatsanwälte), Neue Richtervereinigung (NRV) (Allemagne), Eteria Elinon Dikastikon Litourgon gia ti Demokratia ke tis Elefteries (Grèce) ; Magistratura democratica (MD), Movimento per la Giustizia (Italie) , Iustitia , Association des procureurs de Pologne (Pologne), Associação Sindical dos Juizes Portugueses ASJP, Sindicato dos Magistrados do Ministério Público (Portugal) , Jueces para la democracia (JpD), Unión progresista de Fiscales (Upf) (Espagne), Uniunea Națională a Judecătorilor din România (Roumanie).